



Le budget de l'État voté pour 2020

en quelques chiffres
(Loi de finances initiale)



**Le budget
de l'État voté
pour 2020**
en quelques chiffres
(Loi de finances initiale)

Évaluation des recettes perçues par l'État en 2020

(art. 96 de la loi de finances initiale pour 2020)

en millions €

RECETTES FISCALES (BUDGET GÉNÉRAL)

Impôt sur le revenu (produit net)	75 699
Impôt sur les sociétés (produit net)	48 180
Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (produit net)	12 532
Taxe sur la valeur ajoutée (produit net)	125 992
Autres contributions fiscales	30 598
Total des recettes fiscales nettes (A)	293 001

RECETTES NON FISCALES (BUDGET GÉNÉRAL)

Dividendes et recettes assimilées	6 105
Produits du domaine de l'État	1 389
Produits de la vente de biens et services	1 807
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières	1 200
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuites	1 553
Divers	2 310
Total des recettes non fiscales (B)	14 364

RECETTES NETTES AVANT PRÉLÈVEMENTS (A+B) [*] **307 366**

PRÉLÈVEMENTS SUR LES RECETTES DE L'ÉTAT

<i>Prélèvements au profit des collectivités territoriales</i>	41 247
<i>Prélèvements au profit de l'Union européenne</i>	21 480
Total des prélèvements sur recettes (C)	62 727

FONDS DE CONCOURS (D) **6 028**

TOTAL DES RECETTES NETTES DU BUDGET GÉNÉRAL (A+B-C+D) **250 667**

BUDGETS ANNEXES (y compris fonds de concours) **2 324**

COMPTES SPÉCIAUX **209 821**

[*] Le montant est arrondi au million d'euros, ce qui explique qu'il n'est pas égal à la somme des montants arrondis entrant dans son calcul.

Tableau de l'équilibre budgétaire de l'État pour 2020

(art. 96 de la loi de finances initiale pour 2020)

en millions €

BUDGET GÉNÉRAL

RESSOURCES :

Recettes fiscales brutes	433 832
<i>A déduire : Remboursements et dégrèvements</i>	140 830
Total des recettes fiscales nettes [*]	293 001
Recettes non fiscales	14 364
Recettes correspondant aux fonds de concours	6 028
<i>A déduire : Prélèvements au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne</i>	62 727
Total des ressources nettes du budget général (A) [*]	250 667

CHARGES :

Dépenses relatives aux missions	478 535
Dépenses sur fonds de concours	6 028
<i>A déduire : Remboursements et dégrèvements</i>	140 830
Total des charges nettes du budget général (B) [*]	343 732
SOLDE DU BUDGET GÉNÉRAL (C=A-B) [*]	-93 066

BUDGETS ANNEXES

Ressources (y compris fonds de concours)	2 295
Dépenses (y compris sur fonds de concours)	2 298
SOLDE DES BUDGETS ANNEXES (D)	-3

COMPTES SPÉCIAUX

RESSOURCES :

Ressources affectées (<i>comptes d'affectation spéciale</i>)	82 381
Remboursements des prêts et avances (<i>comptes de concours financiers</i>)	127 440
Excédent net des comptes de commerce et des comptes d'opérations monétaires	145
Ressources totales des comptes spéciaux (E)	209 966

CHARGES :

Dépenses relatives aux missions des comptes d'affectation spéciale	81 195
Dépenses relatives aux missions des comptes de concours financiers	128 836
Charges des comptes spéciaux (F)	210 031
SOLDE DES COMPTES SPÉCIAUX (G=E-F)	-65

SOLDE DU BUDGET DE L'ÉTAT (C+D+G)	-93 134
--	----------------

[*] Le montant est arrondi au million d'euros, ce qui explique qu'il n'est pas égal à la somme des montants arrondis entrant dans son calcul.

Crédits de paiement ouverts par mission en 2020 *

(art. 97, 98 et 99 de la loi de finances initiale pour 2020)

en millions €

MISSIONS DU BUDGET GÉNÉRAL

Action et transformation publiques	435
Action extérieure de l'État	2 868
Administration générale et territoriale de l'État	3 970
Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	2 942
Aide publique au développement	3 268
Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation	2 160
Cohésion des territoires	15 154
Conseil et contrôle de l'État	705
Crédits non répartis	140
Culture	2 961
Défense	46 076
Direction de l'action du Gouvernement	791
Écologie, développement et mobilité durables	13 246
Économie	2 357
Engagements financiers de l'État	38 504
Enseignement scolaire	74 015
Gestion des finances publiques et des ressources humaines	10 444
Immigration, asile et intégration	1 812
Investissements d'avenir	2 057
Justice	9 389
Médias, livre et industries culturelles	587
Outre-mer	2 373
Pouvoirs publics	994
Recherche et enseignement supérieur	28 664
Régimes sociaux et de retraite	6 228
Relations avec les collectivités territoriales	3 468
Remboursements et dégrèvements	140 830
Santé	1 128
Sécurité	20 485
Solidarité, insertion et égalité des chances	26 282
Sport, jeunesse et vie associative	1 217
Travail et emploi	12 985

Total pour le budget général (A)

478 535

MISSIONS DE BUDGETS ANNEXES

Contrôle et exploitation aériens	2 141
Publications officielles et information administrative	157
Total pour les budgets annexes (B)	2 298

MISSIONS DE COMPTES D'AFFECTATION SPÉCIALE

Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	1 573
Développement agricole et rural	136
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	360
Gestion du patrimoine immobilier de l'État	447
Participation de la France au désendettement de la Grèce	264
Participations financières de l'État	12 180
Pensions	59 613
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	312
Transition énergétique	6 310
Total pour les comptes d'affectation spéciale (C)	81 195

MISSIONS DE COMPTES DE CONCOURS FINANCIERS

Accords monétaires internationaux	-
Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics	10 385
Avances à l'audiovisuel public	3 789
Avances aux collectivités territoriales	112 995
Prêts à des États étrangers	1 042
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	625
Total pour les comptes de concours financiers (D)	128 836

TOTAL DES CRÉDITS DE PAIEMENT (CP) OUVERTS POUR L'ENSEMBLE DES MISSIONS DE L'ÉTAT (A+B+C+D)

Évaluation des CP à ouvrir en raison des fonds de concours	6 057
---	--------------

Dont :

- missions du budget général	6 028
- missions de budgets annexes	29

TOTAL GÉNÉRAL (CP ouverts + CP prévisibles sur fonds de concours)**696 921**

* Les crédits autorisés par la loi de finances sont constitués :

- d'autorisations d'engagement (AE) ;
- de crédits de paiement (CP).

Les informations du présent document ne portent que sur les CP, qui constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées, au cours de l'année 2020, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des AE autorisées.



Plafonds des autorisations d'emplois pour 2020 *

(art. 101 de la loi de finances initiale pour 2020)

EMPLOIS INSCRITS AU BUDGET GÉNÉRAL (répartis par ministère)

Action et comptes publics	121 582
Agriculture et alimentation	29 799
Armées	270 746
Cohésion des territoires et relations avec les collectivités territoriales	291
Culture	9 593
Economie et finances	12 100
Éducation nationale	1 019 085
Enseignement supérieur, recherche et innovation	6 992
Europe et affaires étrangères	13 524
Intérieur	290 406
Justice	87 617
Outre-mer	5 583
Services du Premier ministre	9 708
Solidarités et santé	7 450
Sports	1 529
Transition écologique et solidaire	37 355
Travail	8 599
Total pour le budget général	1 931 959

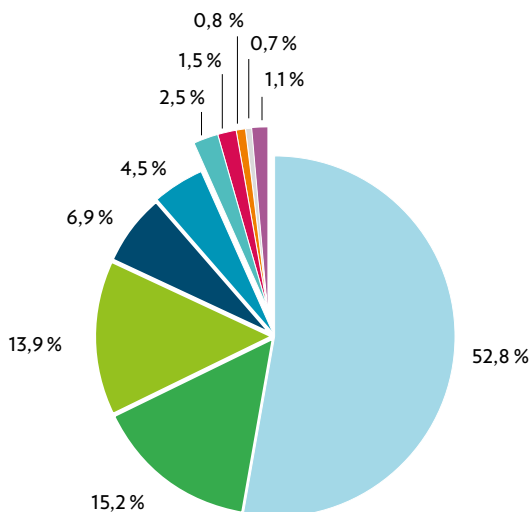
BUDGETS ANNEXES

Contrôle et exploitation aériens	10 544
Publications officielles et information administrative	605
Total pour les budgets annexes	11 149

TOTAL GÉNÉRAL	1 943 108
----------------------	------------------

* Les plafonds d'emplois sont exprimés en équivalents temps plein travaillé (ETPT) ; ils sont établis :
- par ministère pour ce qui concerne le budget général ;
- par budget annexe.

Répartition des 1 943 108 emplois de l'État autorisés pour 2020 *

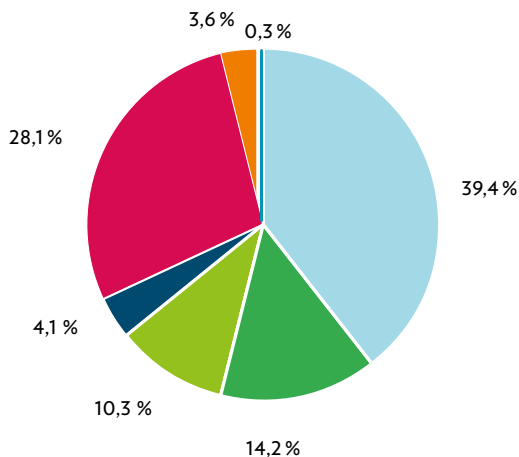


- Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche (1026,1)
- Intérieur et outre-mer (296,0)
- Armées (270,7)
- Économie, finances, action et comptes publics (133,7)
- Justice (87,6)
- Transition écologique et transports (47,9)
- Agriculture et alimentation (29,8)
- Affaires sociales, santé et travail (16,1)
- Europe et affaires étrangères (13,5)
- Autres ministères (21,7)

* Dans le graphique, l'unité de dénombrement des emplois de chaque ministère est le millier d'équivalents temps plein travaillé (ETPT).

Outre les 1 943 108 ETPT de l'État, le budget de l'État finance indirectement, en totalité ou en partie, environ 402 000 ETPT des opérateurs de l'État (art. 102 de la loi de finances initiale pour 2020), notamment les ETPT des universités et grandes écoles (environ 165 000), ceux des établissements publics de recherche (70 000), ceux de Pôle emploi (47 000), ainsi que ceux des secteurs de la culture (15 000) et de l'agriculture, agroalimentaire et forêt (14 000).

Analyse par nature des charges budgétaires de l'État pour 2020 *



- Titre 1 : Dotations des pouvoirs publics (1,0)
- Titre 2 : Dépenses de personnel (147,9)
- Titre 3 : Dépenses de fonctionnement (53,4)
- Titre 4 : Charges de la dette de l'État (38,6)
- Titre 5 : Dépenses d'investissement (15,3)
- Titre 6 : Dépenses d'intervention (105,3)
- Titre 7 : Dépenses d'opérations financières (13,6)

* Selon les titres définis par l'art. 5 de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF), montants en Md€.

Le présent graphique répartit entre titres 375,1 milliards d'euros de dépenses autorisées, qui correspondent au total des crédits ouverts en loi de finances initiale pour 2020 au budget général (478,5 Md€) et sur comptes d'affectation spéciale (81,2 Md€), diminué de 140,8 milliards d'euros de dépenses de remboursements et dégrèvements d'impôts et de 43,8 milliards d'euros de crédits inscrits à la fois au budget général et au compte d'affectation spéciale relatif aux Pensions.

Rédaction : Bureau des lois de finances, direction du Budget
Maquette : Cellule communication - Février 2020

